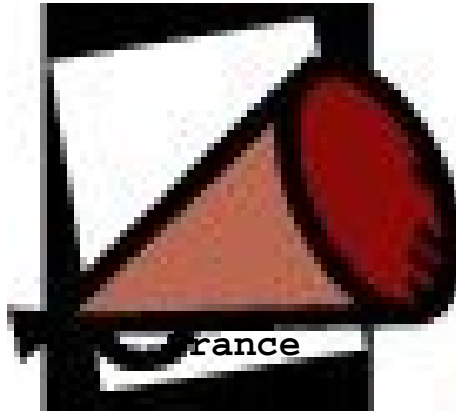


<https://www.pressegauche.org/Lettre-des-generaux-un-texte-seditieux-qui-menace-la-Republique>



Lettre des généraux : un texte séditieux qui menace la République

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La lettre des généraux publiée par Valeurs actuelles n'a, pour le moment, pas suscité de réaction de l'Élysée. Pourtant, à travers ce texte séditieux, c'est bien la République qui est visée. Et menacée.

Éditorial,

60 ans jour pour jour après le putsch raté d'Alger, une vingtaine de généraux à la retraite, et un millier de militaires, prennent la plume pour « un retour de l'honneur de nos gouvernants ». Le choix de la date vaut en lui-même message et alerte.

C'est la troisième fois depuis l'affaire Dreyfus que la grande muette sort de son silence. La première fois, au printemps de 1958, ils obtiennent la mort de la Quatrième République. La seconde fois, ils tentent un putsch direct contre le pouvoir parisien qui s'engage vers la décolonisation de l'Algérie : ils sont matés et châtiés.

Ce texte publié par le magazine Valeurs actuelles est donc d'une exceptionnelle gravité. Il constitue un signal absolu de crise et doit être entendu comme un tocsin pour la démocratie.

Relativement concise, cette tribune est un modèle de logorrhée d'extrême droite : « L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent [...] Nos drapeaux tricolores ne sont pas simplement un morceau d'étoffe, ils symbolisent la tradition à travers les âges [...] Sur ces drapeaux, nous trouvons en lettres d'or les mots "Honneur et patrie". Or notre honneur aujourd'hui tient dans la dénonciation du délitement qui frappe notre patrie. »

Une analyse politique d'extrême droite

Ça, c'est pour planter le cadre de référence. Mais au-delà des mots et des symboles, les signataires livrent une analyse politique et énoncent les trois dangers qui, selon eux, minent la France :

Le premier péril serait lié à « un certain antiracisme ». « Aujourd'hui, certains parlent de racialisme, d'indigénisme et de théories décoloniales, mais à travers ces termes c'est la guerre raciale que veulent ces partisans haineux et fanatiques. Ils méprisent notre pays, ses traditions, sa culture, et veulent le voir se dissoudre en lui arrachant son passé et son histoire ». Les combats en cours qui mettent sur la table le passé esclavagiste et colonial de la France sont donc cause de désagrégation. Sans rire, nos généraux en retraite accusent le Comité Adama et l'Unef de menacer notre pays. Et il faut bien reconnaître que leur puissante analyse trouve un écho dans le déferlement qui les a vilipendés, que ce soit de la part du Rassemblement national, de membres du gouvernement ou, hélas, d'une grande partie de la gauche. Les félons se glissent dans les faiblesses et les failles du débat politique.

Le deuxième péril viendrait de « l'islamisme et des hordes de banlieue ». Là encore le propos n'est ni nouveau ni iconoclaste. Depuis les analyses de Manuel Valls à la tribune de l'Assemblée nationale, les discours politiques archi-dominants lient crise des banlieues et des quartiers populaires à l'islamisme. La défaillance de la République et les inégalités face au logement, à l'école, à la santé, aux transports, etc., ne seraient pour rien dans les révoltes et les tensions des quartiers. Les prêches des imams seraient tout. La menace des généraux à l'égard des habitants qui veulent encore l'égalité... est à peine masquée.

Lettre des généraux : un texte séditieux qui menace la République

Enfin, le dernier péril qui menace notre société serait « la haine » qui « prend le pas sur la fraternité lors des manifestations où le pouvoir utilise les forces de l'ordre comme agents supplétifs et boucs émissaires face à des Français en gilets jaunes exprimant leurs désespoirs ». Les signataires font d'une pierre deux coups : ils enrôlent les gilets jaunes et signifient la crise de l'État, révélée et accentuée par ce mouvement.

Le discours est ouvertement nourri de la thématique historique des extrêmes droites et des fascismes : il s'y s'exprime crûment, sans filtres ni fard, et se réclame désormais du bon sens et de la raison. Les signataires affirment vouloir benoîtement conjurer la guerre civile, quand il l'attise cyniquement.

« Quand il n'y a plus d'égalité possible, il reste la protection factice de l'ordre »

Cette tribune intervient dans ce moment de délitement de la légitimité de l'État, de crise de l'alternative et de marasme du débat politique. C'est précisément cette analyse des militaires signataires qui constitue le danger de ce texte. Ces militaires n'hésitent pas à brandir la menace et à légitimer par avance la sédition. Cette tribune est une mise à disposition d'un coup de force. Soutien politique quasiment explicite à Marine Le Pen - qui n'a pas manqué de le relever -, il donne le signal d'une mise en alerte des forces de police et de l'armée : « Sachez que nous sommes disposés à soutenir les politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la nation. Par contre si rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national. » C'est un texte séditieux qui s'affranchit des principes républicains : la police et l'armée sont conduits par la politique et l'État, et non l'inverse.

Dès lors comment expliquer le silence ahurissant des ministres qui intervenaient comme tous les dimanches sur les ondes ?

L'heure n'est plus au doute mais à se convaincre d'un danger imminent pour notre république et pour la démocratie. Il est temps de remettre sur pied une police et une armée républicaines, libérées de l'emprise de l'extrême droite. Depuis des mois, ce pouvoir use d'une brutalité inédite face à la rue. S'il capitule devant un quarteron de généraux, s'il reporte encore et encore la remise à plat de la police et de l'armée, il perd toute légitimité et laisse ouverte la porte à toutes les aventures.

Il est temps d'arrêter ces invectives sur l'islamo-gauchisme et de mettre en oeuvre une politique d'égalité, de liberté et de fraternité. Ça vaut pour Gérald Darmanin, Marlène Schiappa et Frédérique Vidal. Ça vaut pour Valérie Pécresse et Xavier Bertrand. Ça vaut aussi pour Yannick Jadot et Anne Hidalgo.

Maintenant on sait qui se nourrit de ce discours et vers quoi il nous conduit. Quand il n'y a plus d'égalité possible, il reste la protection factice de l'ordre. Quand la solidarité s'efface, il reste la mise à l'écart et le contrôle des « classes dangereuses ». Quand il n'y a plus de bien commun et de chose publique, il reste la sanctification des propriétaires. Quand il n'y a plus de république ni de démocratie, il reste la soumission devant le képi.

La rédaction



France : L'extrême-droite se fait taper sur les doigts

Marine Le Pen rappelée à l'ordre, après son soutien à la tribune injonctive, rédigée par de hauts grades à la retraite.

Le pire est-il à venir pour les immigrés et les étrangers en situation irrégulière en France ? Faisant bloc, au lendemain de l'attaque commise vendredi au commissariat de Rambouillet, la droite, l'extrême-droite et les militaires à la retraite, s'insurgent contre le gouvernement.

La ministre des armées réagit

De Paris,

Omar Haddadou

En France, la spirale infernale des attentats, attisée par les slogans haineux, ne faiblit pas. La chasse aux clandestins, au vu du foisonnement médiatique, serait imminente dans les jours à venir.

Un combat éternel de deux antagonismes cristallise, depuis les attentats de Charlie Hebdo en janvier 2015, la profonde fracture qui gangrène la cohabitation de deux parties : L'une défendant le respect de la personne humaine, l'autre s'arrogeant le droit de verser dans le trait boyautant et avilissant, en vertu de la liberté d'expression : « J'ai d'abord cru à la folie aléatoire...Nous ne renoncerons pas aux caricatures, aux dessins, même si d'autres reculent ! » prévenait le Président Macron lors de l'hommage rendu à Samuel Paty, le mercredi 21 octobre 2020, dans la cour de la Sorbonne, à Paris.

Pas besoin de se projeter dans le schéma de la trajectoire. Il n'est que réponse du berger à la bergère ! Et surtout, des victimes à déplorer dans les oraisons émouvantes.

Vous continuez ? Nous riposterons ! Une situation qui n'est pas sans déteindre sur des prises de positions extrêmes au sein la classe politique et des promulgations de loi à l'emporte-pièce. A titre d'illustration, la publication, le 21 avril, d'une tribune lancée par l'ancien officier Jean-Pierre Fabre-Bernadac, signée par une vingtaine de généraux à la retraite, une centaine de hauts gradés, et plus d'un millier d'autres militaires, dans le magazine de droite Valeurs Actuelles, appelant le gouvernement français à lutter contre « le délitement de la patrie », « *Il n'est plus temps de tergiverser, sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant* ». Ces derniers menaceraient de faire intervenir, le cas échéant, l'armée pour « une mission périlleuse de protection des valeurs civilisationnelles ».

La gauche française s'est offusquée de cette démarche suicidaire, au moment où Marine Le Pen s'est empressée à tresser des lauriers aux auteurs du texte. De la providence politique, à l'orée des échéances électorales, parties pour livrer de sacrées empoignades.

Lettre des généraux : un texte séditieux qui menace la République

Annonçant la couleur, la présidente du Rassemblement national a plaidé en faveur des auteurs de ladite tribune, envisageant « l'intervention des camarades d'active ». Marine Le Pen dont l'engagement promet l'atavisme paternel (JMLP) d'une France conquérante et nostalgique de l'Algérie française, n'a pas hésité à répondre aux protagonistes de ce « manifeste purgatif », en affirmant qu'elle partageait leurs analyses, les invitant à rejoindre derechef le Rassemblement national. La missive des militaires, adressée au Président de la République, au gouvernement et aux parlementaires, a pour objet les thèmes classiques de l'extrême droite : la peur, la guerre raciale et l'immigration, qui alimentent le discours xénophobe, popularisé par Eric Zemmour, Renaud Camus, et Guillaume Faye.

Le ton martial des retraités de la grande muette transparaissait à travers cette saillie solennelle :

« L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent », « Délitement ensuite avec l'islamisme et les hordes de banlieue ».

Cet emballement ardent aux relents d'un passé colonial révolu, en phase de tentative de réhabilitation pernicieuse, avide d'incitation à la sédition, a sorti la Ministre des Armées Florence Parly de ses gonds. Elle riposte avec véhémence : « Madame Marine le Pen, l'Armée de la république est au service de la Nation et de personne d'autre » « Qui sont ces généraux retraités qui prétendent défendre la France alors qu'ils attisent les flammes de la haine ? Qui sont ces généraux retraités qui prétendent combattre le « délitement » de la France en menaçant d'une guerre civile ? Disons les choses très clairement : aucun général d'active n'a signé cette tribune. Parlons ici de 20 généraux à la retraite, irresponsables, qui ne représentent qu'eux-mêmes » s'est indignée la Ministre en ponctuant le fait que la candidate à la présidentielle joue sur une confusion qui l'arrange et que les armées ne sont pas là pour faire campagne, mais pour défendre la France et les Français. Deux principes l'obligeant à faire preuve de neutralité et de loyauté.

En attendant une décantation émanant dans les prochaines heures du Sénat, les immigrés en situation irrégulière en France n'ont pour unique joker à hasarder : retenir leur souffle !

O.H